



République du Bénin

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
LE CABINET

**ALLOCUTION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**

A L'OCCASION

DE LA COP10 SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Panel 1: LA CONVENTION 10 ANS APRES : *réalisations*
et futurs défis

La Rural Buenos Aires, ARGENTINE le 15 décembre 2004.

- Monsieur le Président
- Chers collègues,
- Distingues délégués,

Je voudrais ici témoigner ma gratitude au Gouvernement et peuple argentin pour l'organisation réussie de la Présente COP10. Je voudrais aussi féliciter tous les pays, qui de par leurs engagements honorés, ont permis l'entrée en vigueur prochaine du Protocole de Kyoto. Au-delà de cet important résultat, il m'importe de dire ma gratitude aux nations qui honorent les engagements internationaux pris pour concourir au développement des PMA.

En effet, nos priorités sont et demeurent :

- une croissance suffisante et durable ;
- une réduction de la pauvreté qui est la première menace à l'environnement dans nos pays.

Dès lors notre défi, en matière de changement climatique, celui des PMA en général, réside bien sûr dans des actions d'adaptation de nos populations et de nos économies pour autant que leurs résultats premiers et immédiats ne soient pas un dispersement non productif et/ou une diminution des ressources consacrées à nos priorités cités plus haut.

Quel constat faisons-nous au Bénin de la réponse des marchés par rapport aux préoccupations que je viens d'énoncer : un transfert de technologies non pertinentes qui se résume à un transfert de déchets de consommation plus polluants comme le commerce de véhicules usagers qui viennent finir leur cycle de vie dans nos pays, émettant par la même occasion plus de gaz à effet de serre, alors que les ressources prévues pour leur recyclage deviennent de fait des ressources en déshérence ou de l'épargne dans les pays émetteurs.

Quand allons-nous interdire ce type de commerce, d'échanges inégal ? Sommes-nous seulement sûr que le MDP serait en mesure de contrebalancer de telles pratiques ?

Qu'avons-nous accompli ces dernières années au Bénin, dans le domaine des changements climatiques ?

On notera entre autre :

- Meilleure implication dans les questions relatives aux changements climatiques ;
- Sensibilisation et formation de différents acteurs ;
- Elaboration Communication Nationale et Stratégie Nationale de mise en œuvre de la Convention grâce au financement accordé par le FEM .

L'entrée en vigueur prochaine du Protocole de Kyoto ouvre de nouvelles perspectives et des espoirs teintés d'appréhensions pour les pays non-Annexe I.

Entre défis à relever, je voudrais souligner les trois points ci-après :

- Respecter les engagements de Kyoto est une étape importante qui servira de levier à la seconde phase de négociation.
- Mettre en œuvre effectivement les articles 4, 6 et 9 et 10 de la Convention (sensibilisation du public, renforcement des capacités, transfert de technologies).
- Revoir les critères d'éligibilité définis par le FEM pour le financement des projets PANA afin de faciliter la mise en œuvre de ces projets qui ont pour but de répondre aux besoins urgents d'adaptation des PMA .

La COP10 qui correspond au dixième anniversaire de la mise en vigueur de la Convention est donc une rencontre qui nous donne l'opportunité de faire le bilan de nos activités afin de promouvoir de nouvelles politiques et technologies innovantes pour une économie plus respectueuse du climat.

Je vous remercie.